

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule C3
320 chemin de Maquens – ZI La Bouriette
CS 70069
11890 Carcassonne Cedex 09

Carcassonne, le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUDEVAL SA

1075 boulevard François-Xavier Fafeur - Salvaza

11000 CARCASSONNE

Références : UID11/66-C3-2022-186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2022 dans l'établissement AUDEVAL SA implanté 1075 boulevard François-Xavier Fafeur - Salvaza 11000 CARCASSONNE . L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUDEVAL SA
- 1075 boulevard François-Xavier Fafeur - Salvaza 11000 CARCASSONNE
- Code AIOT dans GUN : 0003700685
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site s'organise en deux parties : la partie collecte OM/transfert/déchetterie d'une part, et la partie tri/transfert des déchets issus de la collecte sélective (mise en balles ,...) ou des DAE d'autre part. Ces deux ensembles sont gérés de façon distincte sur le site par AUDEVAL.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des odeurs,
- réseau de collecte des effluents et pollution des eaux,
- prévention du risque incendie et moyens d'intervention en cas d'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection des réseaux internes à l'établissement.	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.1.6.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 3.1.1.1	/	Sans objet
Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.2.9	/	Sans objet
Gestion des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.2.10	/	Sans objet
Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1	/	Sans objet
Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.3	/	Sans objet
Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.3	/	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.4	/	Sans objet
Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 18/02/2022, l'inspection a constaté 1 point susceptible de suites administratives. Cela nécessite des actions correctives rapides de la part de l'exploitant (installation d'une vanne d'isolement).

Suite à l'incendie du 16 juillet 2019, l'exploitant a amélioré le système de détection incendie ainsi que les procédures et consignes de sécurité. Les vérifications effectuées montrent une installation conforme sur ces points précis.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 3.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. Le bâtiment de transfert des OMR est entièrement confiné, et mis en dépression, l'air capté est envoyé vers une unité de filtration par charbon actif ou équivalent, qui est localisée à l'extérieur du bâtiment de transfert. En fonctionnement normal, la durée de stockage des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) en transfert, ne dépassera pas 24 h sur le site.
Constats : L'exploitant signale ne pas avoir reçu de plaintes récentes concernant des problèmes d'odeur. Le caisson au charbon actif qui filtre l'air du bâtiment de transfert des OMR, installé en 2020, n'a pas encore été changé. Le remplacement est prévu courant d'année 2022 car la durée de fonctionnement est estimée à 2 ans. L'exploitant indique vouloir mettre en place dans le futur un système d'analyse des odeurs en amont et en aval du filtre. Les portes automatiques fonctionnent correctement et permettent de garder le bâtiment en dépression.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des réseaux internes à l'établissement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. En cas de déversement accidentel, une procédure d'urgence est mise en oeuvre.
Constats : Coté sud, le réseau est isolé par une vanne après la lagune. Cependant, coté nord, au niveau de la recyclerie et du centre de transfert, il n'y a pas de vanne d'isolement avant le rejet vers l'extérieur des eaux de ruissellement des voiries.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration
Prescription contrôlée : Les eaux ruisselant sur les zones imperméabilisées du site seront collectées et traitées vers des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbure avant rejet dans le réseau communal. Les eaux de ruissellement de voiries et des eaux qui auront ruisselées sur la déchetterie destinée aux professionnels seront collectées et acheminées vers le dispositif suivant : <ul style="list-style-type: none">- le premier bassin servant de séparateur d'hydrocarbures,- le deuxième bassin servant de décanteur :- la lagune de stockage avant rejet au réseau communal des eaux pluviales. La qualité des eaux de ruissellement est contrôlée annuellement par un organisme externe pour les paramètres pH, conductivité, DCO, MES et hydrocarbures.
Constats : Les décanteurs-séparateurs sont bien présents sur le site sur les 2 réseaux. Le séparateur d'hydrocarbures, le bassin servant de décanteur et la lagune de stockage sont conformes à la prescription de l'arrêté. L'exploitant a fourni le résultat de l'analyse des eaux de ruissellement. Le rapport est daté du 28/09/21 par la société CARSO. L'analyse est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires industrielles et eaux de lavages seront collectées, canalisées vers un décanteur/séparateur d'hydrocarbure puis reliées à une canalisation longeant la voirie pour rejoindre le réseau d'eaux usées communal.
Constats : Les eaux de lavage sont correctement dirigés vers 2 décanteurs/séparateurs correspondant aux 2 zones de lavage. Les décanteurs ont été nettoyés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Infrastructures et accès aux installations à risques
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès aux installations à risques sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention. Les Services de défense incendie disposent des moyens d'ouverture de ces accès extérieurs.
Constats : Il existe 2 accès séparés pour les engins des services d'incendie et de secours : au sud ouest et au nord (coté déchetterie). Les accès sont aménagés et ne sont pas entravés. L'exploitant déclare que le SDIS dispose des moyens d'ouverture de ces accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et accès aux installations à risques
Prescription contrôlée : Un système de détection incendie est installé dans la totalité du centre de tri (hall de réception, hall process et hall de transfert), ainsi que dans la zone administrative, locaux sociaux, futur espace ludo-pédagogique et dans les locaux techniques.. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. La surveillance d'une zone de dangers ne repose pas sur un seul point de détection. En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les alarmes délivrées par les systèmes de détection sont immédiatement reportées vers le personnel et/ou dans les locaux d'une société de gardiennage. L'exploitant dresse la liste des détecteurs et leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et traitement du signal sont à sécurité positive.
Constats : Une partie du système de détection a été refait en 2020, suite à l'incendie de 2019. L'exploitant a mis en place une procédure afin d'avoir un stock minimal de déchets le soir et un stock vide le weekend. Le système de détection d'incendie analyse l'air dans le bâtiment de transfert. L'exploitant indique que les employés réalisent aussi une prise de température au moyen d'un thermomètre manuel au niveau des stocks de déchets. Un gardien est présent sur le site 24 h/24 et il existe une télésurveillance des installations. Une pièce située dans les locaux sociaux centralise toutes les alarmes des systèmes de détection. La centrale de détection incendie ne présentait aucune anomalie ou voyant en défaut lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.
Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu Q19 de l'APAVE daté du 02/07/21. Il n'y a aucune remarque ou défaillance sur l'ensemble de l'installation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en oeuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'établissement doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage des installations. L'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis dans l'arrêté.
Constats : Les extincteurs et RIA vus sur le site ont une étiquette de visite à jour. Les équipements sont en bon état. L'exploitant présente le registre montrant une vérification annuelle des extincteurs datée du 09/03/21. Le surpresseur et les RIA ont été vérifiés le 14/06/21. Le réseau RIA est branché sur une cuve avec surpresseur située dans le bâtiment de transfert des OM ,cuve reliée à l'eau de ville, sauf 2 RIA connectés directement sur le réseau eau de ville (AEP). Il existe 2 bornes à incendie à l'intérieur du site et qui ont été vérifiées. 2 autres bornes incendie sont situées à l'extérieur du site dont 1 qui a été contrôlée par le SDIS, selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Le système de détection incendie a été contrôlé par la société DEF les 06/08/21 et 10/11/21. Aucune anomalie n'est reportée. Le personnel bénéficie d'une formation générale sur la sécurité comme l'atteste le registre en date du 07/02/22 : utilisation des EPI et procédure d'évacuation. L'exploitant déclare que tous les agents sont formés aux consignes d'utilisation des RIA ainsi qu'aux consignes de sécurité et d'incendie (attaquer, alerter, évacuer).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
Constats : L'exploitant indique la présence d'une astreinte et d'une surveillance du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet